

L'avenir de la gestion de patrimoine en Suisse

Pas de pronostic clair. Mais un consensus sur la nécessaire défense de la place financière suisse.

MARJORIE THÉRY

«La gestion de patrimoines est-elle encore bienvenue en Suisse?» Tel était le titre du débat qui a eu lieu hier à Genève, dans le cadre du salon Invest'12 au BFM. Le parti pris de départ était de discuter de l'avenir de la gestion de fortune en Suisse en réunissant un panel de cinq personnalités.

Parmi elles, Christian Balmat, vice président du Comité de l'OAR-G (Organisme d'Auto Régulation) a d'emblé donné le ton quand à l'attitude la Confédération par rapport aux différentes négociations internationales: «nous sommes beaucoup trop passifs, en tant de guerre, on utilise des armes de guerre et non de la diplomatie».

Jean-Pierre Diserens, secrétaire général du CIFA (Convention of Independent Financial Advisor, ONG présente dans plus de 70 pays) lui emboîte le pas: «désormais, la Suisse est perçue comme un partenaire faible dans les organisations internationales, je le constate quand je m'exprime à l'ONU, où nous avons un statut consultatif et personne ne s'allie avec les faibles. Il faut absolument recréer une suisse respectée».

Le respect, c'est justement le cheval de bataille d'Antoine Spillmann, gérant de fortune et co-créateur de l'association SwissRespect: «Nous voulons défendre les valeurs suisses auprès des autorités et informer la population. Nos valeurs seront un de nos principaux atouts dans le futur, tout comme la stabilité politique, économique et juridique sont des facteurs décisifs pour l'activité de gestion de patrimoine».

Patrick Dorner, de l'ASG, tempère: «la gestion de fortune indépendante est devenue une véritable plus value pour le client car il se sent mieux conseillé, mieux protégé et moins soumis aux conflits d'intérêt que dans les grandes banques. D'ailleurs depuis le début de la crise, les parts de marchés de la gestion de fortune indépendante ont augmenté». Selon lui, un des problèmes majeur à résoudre concerne les autorités politiques et financières suisses qui semblent de plus en plus raisonner en vase clos: «Auparavant, il y avait beaucoup d'échanges entre FINMA et l'ASG mais depuis quelques temps, elle est devenue complètement déconnectée de la réalité».

Un constat partagé par Antoine Spillmann à propos de la classe politique: «Il faut que les partis politiques se ressaisissent! Tous les pays du monde ont des forfaits fiscaux par exemple! Je ne vois pas pourquoi nous les supprimerions alors que nos concurrents continuent à le faire!».

Christian Levrat, président du parti socialiste suisse concède que «le Conseil Fédéral n'a pas été trop créatif» et qu'il s'est concentré sur les grandes banques. «Il faut surtout intervenir sur la structure même de ces banques pour sortir du carcan du too big too fail».

Une opinion encore largement partagée par les panélistes, en particulier Antoine Spillmann: «le but n'est pas de taper encore plus sur l'UBS par exemple, pour encore plus l'affaiblir. Mais au contraire de tenter de faire en sorte que le système change, afin que peut être cette banque retrouve sa grandeur passée».

Enfin, pour Christian Balmat, «c'est quand on est entouré de tous les dangers qu'il ne faut plus en craindre aucun, alors relevons la tête!».